



Tous ensemble nous pouvons faire reculer le gouvernement

Le projet de budget 2018 est destiné aux riches et aux grandes entreprises.

Privilégiés parmi les privilégiés, les 1% les plus riches pourront économiser 3,6 milliards d'euros grâce à la transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI). 3,6 milliards d'euros, c'est très exactement le montant, en 2017, du « déficit de la branche maladie de la Sécurité sociale », dont on nous rebat les oreilles à longueur de journée. Les grandes entreprises ne sont pas en reste : alors que les groupes du CAC 40 ont dégagé, au premier semestre 2017, des bénéfices records (plus de 52 milliards d'euros), Oxfam indique que « la baisse du taux d'imposition sur les sociétés de 33,3 % à 25 % devrait coûter entre 15 et 17 milliards d'euros par an à l'État français dans un contexte où les recettes de l'impôt sur les sociétés ont déjà baissé de 20 milliards d'euros ces dix dernières années ».

Et les classes populaires vont trinquer

Baisse de l'APL, augmentation de la CSG non compensée pour les retraités et les fonctionnaires, fin des emplois aidés sans qu'ils ne soient remplacés par des emplois stables, austérité pour les collectivités locales contribuant à la dégradation continue des services publics.

Rien n'est bon dans le Macron

Pour les entreprises le CICE est pérennisé, pour les classes populaires le forfait hospitalier augmente de 2 €. Il n'y a qu'un seul satisfait, c'est Gattaz. En effet le patron des patrons et ses copains sont satisfaits de ce budget qui prend aux pauvres pour donner aux riches.

La riposte s'organise

La manifestation du 12 septembre a été une réussite pour une « première », avec une participation importante du privé, y compris de secteurs précarisés ou de petites entreprises. La journée du 21 a été plus faible, sans pour autant être vécue comme un échec. Avec plusieurs dizaines de milliers de participantEs, la marche « contre le coup d'État social » organisée par La France insoumise a été un succès, mais n'est pas la « déferlante » qui, à défaut de bouleverser la situation, aurait fait franchir un pas significatif à la mobilisation.

Il faut également compter avec la mobilisation des retraités du 28 septembre. Sans oublier les routiers toujours mobilisés et les fonctionnaires le 10 octobre.

Mais cette succession de dates ne fait pas une stratégie de mobilisation pour gagner. Le gouvernement est incroyablement impopulaire, il a chuté vertigineusement dans les enquêtes d'opinion. Même les sénatoriales, certes avec leur caractère antidémocratique, ne lui sourient pas ! À chaque fois que Macron ouvre la bouche, il provoque la colère d'une nouvelle partie de la population. Mais ce rejet ne fait pas (encore) un mouvement social puissant.

Après le 10 octobre : stop ou encore ?

Il est impossible de faire l'économie de la construction de la mobilisation, de l'ancrage de la grève et de son organisation démocratique, et surtout de la conviction qu'il est possible de gagner. Pour cela il est décisif de créer, partout dans le pays, dans les entreprises et les services mais aussi les quartiers et les communes, une ambiance de lutte, de débat, une effervescence sociale et démocratique et donc des outils unitaires. Tout ce qui va dans ce sens est bienvenu. Une manifestation monstre à Paris peut en faire partie, si elle s'inscrit dans un plan d'action global et unitaire.

réunion publique du Nouveau Parti Anticapitaliste

mercredi 11 octobre – 20h

salle Timbaud – maison du peuple (rue st-paul)

« comment résister aux attaques de Macron et construire une alternative anticapitaliste ? »

En présence de Christine Poupin, porte-parole du NPA

Pour prendre contact : contact@npa86.org

Pour rester informé : npa86.org

ou



NPA-Poitiers Vienne